



Numéro PPQ/9297

mardi 10 février 2015

## Les grands titres:

- Le HCR appelle l'Europe à renforcer ses moyens de secours en mer Méditerranée
- Libye : la situation des civils s'est fortement dégradée en 2014, selon un rapport de l'ONU
- Internet sans crainte : des experts appellent à créer un environnement plus sûr pour les enfants
- Guinée : Ban Ki-moon condamne le meurtre du coordonnateur du Fonds de l'ONU pour la consolidation de la paix
- L'ONU appelle à tout faire pour sortir les négociations entre Israël et la Palestine de l'impasse
- La FAO fait équipe avec un institut suisse pour mieux lutter contre la grippe aviaire
- L'ONU appelle à une approche globale et multidimensionnelle contre le terrorisme
- Malaisie : l'ONU déçue de la condamnation d'un opposant pour « sodomie »
- Mozambique : l'ONU se félicite des rencontres entre le Président et le chef de l'opposition

## **Le HCR appelle l'Europe à renforcer ses moyens de secours en mer Méditerranée**



**10 février** - L'agence des Nations Unies pour les réfugiés a déploré mardi la première tragédie maritime majeure de cette année au large des côtes de l'Italie et a appelé l'Union européenne à renforcer ses capacités en matière de recherche et de sauvetage en mer Méditerranée.

Au moins 29 personnes ont perdu la vie lundi au large de l'île italienne de Lampedusa. « Le HCR est à la fois profondément attristé par cette information et préoccupé par la manière dont sont mortes ces personnes », a dit un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'une conférence de presse à Genève.

« Alors que nous saluons toutes les personnes impliquées dans les efforts de sauvetage, qui ont eu lieu en haute mer dans des conditions météorologiques défavorables et ont permis de sauver 106 personnes, ceci montre pourquoi il a été jugé important, après la tragédie de Lampedusa en octobre 2013, d'avoir des moyens de sauvetage beaucoup plus efficaces en Méditerranée pour faire face à l'ampleur du problème », a-t-il ajouté.

Le nombre de réfugiés et de migrants qui ont tenté de traverser la Méditerranée à bord de bateaux de passeurs au cours des premières semaines de cette année est « significativement plus élevé » que par rapport à la même période de l'année dernière. Rien que pour janvier, 3.528 arrivées ont été signalées en Italie, contre 2.171 en janvier l'année dernière. En incluant ceux de lundi, 50 décès ont été enregistrés, contre 12 à ce stade l'an dernier.

« Le plus inquiétant est qu'il y a des indications que davantage de gens ont tenté de rejoindre l'Italie la nuit dernière », a dit M. Edwards.



Plus de 218.000 personnes ont traversé la Méditerranée de manière clandestine l'an dernier et environ 3.500 ont perdu la vie dans leur tentative.

Le HCR a une nouvelle fois appelé l'Union européenne à fournir un soutien adéquat à l'Italie pour faire face à ce phénomène. En janvier, les Syriens ont été les plus nombreux parmi les personnes arrivant en Italie, représentant environ 22% du total.

## Libye : la situation des civils s'est fortement dégradée en 2014, selon un rapport de l'ONU



**10 février** - L'agitation grandissante et l'anarchie qui règnent en Libye, attisées par une multitude de groupes lourdement armés et l'intensification de la crise politique, ont des conséquences dramatiques sur la population civile, indique un nouveau rapport des Nations Unies publié mardi.

Selon une étude sur la situation des droits de l'homme en Libye au cours de l'année 2014, rendue publique par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), la violence endémique et l'intensité des combats, y compris dans les deux principales villes du pays, Tripoli et Benghazi, affectent gravement les civils dans leur ensemble et un certain nombre de groupes spécifiques en particulier.

« Au cours de 2014, des civils ont été victimes de tirs d'artillerie et d'attaques aériennes aveugles. Les homicides illégaux et les exécutions sommaires, y compris les assassinats ciblés, étaient monnaie courante. Des vidéos qui semblent montrer un certain nombre de décapitations à Benghazi et à Derna ont fait leur apparition en novembre. Et un certain nombre d'hôpitaux, d'écoles, d'aéroports et d'autres infrastructures publiques ont été attaqués et endommagés, ou utilisés à des fins militaires », a déclaré le HCDH dans un communiqué de presse annonçant la publication du rapport, qui sera formellement présenté au Conseil des droits de l'homme de l'Organisation en mars prochain.

Selon l'étude du HCDH, les enfants ont énormément souffert en Libye dans le courant de l'année précédente. Un grand nombre d'entre eux n'ont pas été en mesure de se rendre à l'école dans leurs villes natales, et un certain nombre ont été tués ou mutilés à leur domicile ou durant des attaques contre des écoles et des hôpitaux.

En plus de ces attaques indiscriminées, le rapport documente de nombreux incidents de violence ciblée, dont des cas de harcèlement, d'intimidation, de torture, d'enlèvements et d'exécutions sommaires de défenseurs des droits de l'homme, de militants de la société civile et de journalistes, mais également d'hommes politiques et de membres du pouvoir judiciaire et des forces de maintien de l'ordre.

Le rapport, produit en collaboration avec la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), décrit également de nombreux incidents de violence à l'encontre des femmes au cours de 2014, y compris des menaces, agressions et meurtres de femmes défenseuses des droits de l'homme, de représentantes politiques et d'autres femmes occupant des fonctions publiques.

Les migrants et les groupes minoritaires, y compris les chrétiens coptes d'Égypte, ont également été de plus en plus ciblés par les violences, précise le rapport, et le nombre de déplacés internes est passé d'environ 60.000 au début de 2014 à 400.000 à la mi-novembre.

Afin d'enrayer ces différentes tendances, le rapport du HCDH propose par ailleurs un certain nombre de mesures, soulignant notamment la nécessité de renforcer les institutions de l'État, de garantir la reddition de comptes pour les violations des droits de l'homme et de soutenir le dialogue politique en cours.

## Internet sans crainte : des experts appellent à créer un environnement plus sûr pour les enfants



**10 février** - A l'occasion de la « Journée Internet sans crainte » qui est célébrée ce mardi, des experts indépendants des Nations Unies ont appelé les Etats et l'industrie des technologies de l'information à s'attaquer à l'exploitation sexuelle des enfants en ligne, tout en protégeant le droit à la liberté d'expression des enfants et des adultes.

« Les technologies de l'information et de la communication évoluent et se diffusent à une vitesse phénoménale. Cette évolution représente une opportunité extraordinaire qui est utilisée par de plus en plus d'enfants pour apprendre, jouer, créer, socialiser et s'exprimer, en particulier à travers l'Internet. En effet, grâce à leur accès à l'Internet, les enfants peuvent exercer leur droit d'accès à l'information et à la liberté d'expression, leur droit à être entendus, à participer au débat public et à développer une pensée critique », soulignent ces experts dans un communiqué conjoint.

La Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence contre les enfants, Marta Santos Pais, la Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle des enfants, Maud de Boer-Buquicchio, et le Rapporteur spécial sur la liberté d'expression, David Kaye, estiment toutefois que sans une action coordonnée « des millions d'enfants continueront à être exclus des bénéfices de l'Internet ; la violence et l'exploitation des enfants en ligne continueront à se propager et l'impunité pour ces infractions continuera d'alimenter la criminalité ».

Selon ces trois experts, la facilité d'accès offerte par l'Internet est l'un de ses aspects fondamentaux et pose un grand risque en matière d'exploitation et de maltraitance des enfants.

Dans ce contexte, ils notent que certains États ont adopté des « restrictions disproportionnées à la liberté d'expression sur l'Internet, les présentant comme des mesures visant à protéger les enfants alors qu'elles limitent en fait les droits des enfants et des adultes ». « La protection de l'enfance et de la liberté d'expression ne doivent pas être traitées comme des objectifs opposés », soulignent-ils.

« Au contraire, le défi de créer un environnement en ligne sûr pour les enfants réside dans le développement d'une gamme de réponses aboutissant à un juste équilibre entre la maximisation du potentiel des nouvelles technologies pour promouvoir et protéger les droits de l'enfant tout en minimisant les risques et en assurant la sécurité et le bien-être des enfants », ajoutent-ils.

Ces experts demandent aux États « d'établir un cadre juridique clair et complet » et d'« investir dans des programmes de prévention ». Ils appellent aussi les États, l'industrie et la société civile à créer des mécanismes de détection et d'information pour les enfants, y compris des services d'assistance téléphonique pour signaler les incidents violents et les comportements suspects. Ils appellent enfin les États à poursuivre les contrevenants, où qu'ils soient, et à renforcer la capacité de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants en ligne.

## Guinée : Ban Ki-moon condamne le meurtre du coordonnateur du Fonds de l'ONU pour la consolidation de la paix



**10 février** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a condamné mardi dans les termes les plus vifs, le meurtre de Thierno Aliou Diaoune, coordonnateur national pour le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, à Conakry, en Guinée, le 6 février 2015.

« M. Diaoune était un partenaire de confiance des Nations Unies et un défenseur infatigable de la construction de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme en Guinée », a dit le

porte-parole du Secrétaire général dans un communiqué de presse.

« Le Secrétaire général se félicite de l'annonce par le gouvernement d'une enquête approfondie sur la mort de M. Diaouné », a-t-il ajouté. Ban Ki-moon a présenté ses sincères condoléances à la famille de la victime.

Selon la presse, Thierno Aliou Diaouné, qui est un ancien Ministre de la jeunesse et des sports, a été abattu vendredi soir par des inconnus.

## L'ONU appelle à tout faire pour sortir les négociations entre Israël et la Palestine de l'impasse



**10 février** - A l'occasion de la journée d'ouverture de la session annuelle du Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a appelé mardi l'ensemble de la communauté internationale à tout faire pour relancer le processus de paix au Proche-Orient.

« Alors que cette année marque le 40<sup>ième</sup> anniversaire du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, je félicite cet organe pour ses travaux importants et acharnés », a déclaré M. Eliasson, s'exprimant au nom du Secrétaire général de l'ONU, Ban

Ki-moon, dans un discours devant les membres du Comité.

Le Vice-Secrétaire général a rappelé qu'en proclamant 2014 Année internationale de solidarité avec le peuple palestinien, l'objectif de l'Assemblée générale des Nations Unies était d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la question de la Palestine, dans le contexte alors prometteur de négociations de paix directes sous l'égide des États-Unis.

« A l'inverse, l'année a été bien sombre pour les Palestiniens et les Israéliens, et pour tous ceux qui désirent la paix », a déploré M. Eliasson, ajoutant que les négociations ont été rompues, cédant rapidement la place à la violence.

« L'été dernier, les hostilités entre Israël et les groupes armés palestiniens à Gaza ont coûté la vie à près de 2.200 Palestiniens et 72 Israéliens. Aujourd'hui, Gaza reste un lieu de désolation sous embargo renfermant beaucoup de souffrance humaine », a poursuivi le Vice-Secrétaire général, exhortant les pays donateurs à s'acquitter des engagements financiers pris lors de la conférence du Caire en octobre dernier pour la reconstruction de Gaza.

En 2014, la violence a également atteint des niveaux alarmants en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et en Israël, a ajouté M. Eliasson, tout en regrettant les mesures unilatérales prises par les parties ayant contribué à aggraver leur méfiance mutuelle et à rendre plus incertaine encore la perspective d'un règlement négocié du conflit.

« J'exhorte les deux parties à s'abstenir de toute action susceptible d'exacerber la situation et à faire preuve du leadership nécessaire pour prendre et mettre en œuvre les décisions difficiles qui s'imposent », a déclaré le Vice-Secrétaire général.

« Les Israéliens, les Palestiniens et la communauté internationale tout entière portent la responsabilité de notre échec collectif à promouvoir une solution politique », a ajouté M. Eliasson, soulignant que l'ONU et ses partenaires doivent s'efforcer de relancer les négociations en faveur d'une solution des deux États.

Alors que l'ensemble de la région est confrontée à la menace du terrorisme et de l'extrémisme violent, la résolution de ce conflit est plus que jamais déterminante pour la paix et la sécurité internationales, a estimé le Vice-Secrétaire général, qui a par ailleurs salué l'engagement accru des pays de la région, y compris de la Ligue des États arabes, pour tenter de sortir de l'impasse actuelle.

« Alors que nous célébrons le 70<sup>ième</sup> anniversaire de notre Organisation, je demande à ce Comité d'entreprendre tous les efforts possibles pour permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits inaliénables », a déclaré en conclusion M. Eliasson.

## La FAO fait équipe avec un institut suisse pour mieux lutter contre la grippe aviaire



**10 février** - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a choisi l'Institut suisse de bio-informatique (SIB) comme centre de référence pour élargir son accès aux technologies de pointe dans le cadre de la lutte menée contre les infections virales dangereuses chez les animaux de ferme et la faune sauvage, notamment la grippe aviaire et la fièvre aphteuse.

Le SIB, l'une des institutions de référence mondiale en bio-informatique, est équipée d'ordinateurs de haute performance, de logiciels, de bases de données et de connaissances utiles pour le dépistage et la surveillance des maladies zoonotiques. Celles-ci, comme l'influenza aviaire (aussi appelée grippe aviaire), frappent les animaux, mais leur transmission à l'homme n'est pas impossible.

Collaborant étroitement avec la FAO, les experts du SIB ont développé des outils pour améliorer la détection précoce et les systèmes d'alerte rapide en vue de prévenir et répondre aux urgences en matière de maladies transfrontières qui affectent la volaille ou le bétail.

« Les nouvelles technologies nous aident à mieux appréhender les menaces biologiques afin d'aider les pays à améliorer la prévention et la réponse et, au final, à protéger la santé des humains, des animaux et de l'environnement », a déclaré le vétérinaire en chef de la FAO, Juan Lubroth.

Le SIB est spécialisé en bio-informatique, une science relativement nouvelle qui emploie la technologie informatique pour étudier les données biologiques. Les scientifiques utilisent la bio-informatique pour recueillir, traiter et analyser les informations sur les génomes des pathogènes, à savoir le matériel génétique propre à des micro-organismes spécifiques, tels que les virus, les bactéries et les champignons qui provoquent des maladies chez leurs hôtes.

Cela permet de comparer les génomes, de comprendre les structures moléculaires des protéines et d'identifier le mode d'action des maladies au niveau moléculaire. Ces informations permettent aux scientifiques de développer de nouveaux médicaments, d'élaborer des traitements ciblés et d'améliorer l'efficacité des médicaments existants.

Les nouvelles technologies jouent un rôle important dans la compréhension de la nature et de la dynamique des menaces biologiques. La FAO, en collaboration avec le SIB, a développé des cours de formation en ligne sur la bio-informatique et les pathogènes viraux. Ces cours sont susceptibles d'aider les techniciens de laboratoire, les médecins, les vétérinaires et les chercheurs du monde entier à améliorer leur travail tout en augmentant l'accès à ce domaine de compétence émergent.

La base de données du SIB alimente le Système d'information mondial de la FAO sur les maladies animales (EMPRES-i), une application Web qui donne aux services vétérinaires un accès aux informations sur les maladies animales au niveau mondial et régional.

En particulier, les bases de données du SIB disponibles sur OpenFlu (déjà connecté à EMPRES-i et combinant informations virologiques et épidémiologiques) et celles d'OpenFMD fournissent des données et des informations sur les virus de la grippe et de la fièvre aphteuse, respectivement. Cela aidera les scientifiques des pays en développement à contribuer directement à la base de connaissances mondiale sur ces maladies et à évaluer judicieusement le risque posé à leurs pays respectifs.

Les futures initiatives conjointes FAO-SIB comprennent un module génétique pour la fièvre de la vallée du Rift (une maladie virale dévastatrice pour le bétail et transmissible à l'homme), pour la peste des petits ruminants et pour la peste porcine africaine.

## L'ONU appelle à une approche globale et multidimensionnelle contre le terrorisme



Une vue des participants à la marche de dimanche organisée pour la liberté d'expression et pour la solidarité avec les victimes de l'attaque contre le magazine Charlie Hebdo. Photo:

UNESCO/C.Darmouni

**10 février** - A l'occasion d'une réunion du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité de l'ONU, dont le thème principal était la conciliation de la lutte contre le terrorisme et du respect de l'état de droit, le Vice-Secrétaire général de l'Organisation, Jan Eliasson, a appelé mardi les Etats membres à privilégier une approche concertée et multidimensionnelle pour lutter contre ce fléau mondial, sans tomber dans le piège de la terreur.

« Les attaques terroristes perpétrées récemment au Nigéria et à Paris et les actes barbares de l'EIL – ou plutôt 'Daech' – démontrent de façon très claire que nous devons rester vigilants, déterminés et solidaires », a déclaré M. Eliasson dans son discours de clôture de la réunion, à laquelle assistait également la Ministre de la justice de la France, Christiane Taubira, venue faire part au Comité de l'expérience de son pays en matière de lutte contre le terrorisme.

« La communauté internationale doit rester unie dans la lutte contre cette menace. Je peux vous assurer que les Nations Unies reste déterminées à travailler en étroite collaboration avec les États membres pour renforcer les capacités de prévention et de lutte contre les groupes terroristes et l'extrémisme violent », a ajouté le Vice-Secrétaire général.

M. Eliasson a cependant mis en garde les Etats de ne pas sombrer dans le piège tendu par le terrorisme dans leurs réponses pour lutter contre ce fléau, à savoir prendre des mesures allant à l'encontre même des valeurs fondatrices de l'Organisation et des sociétés démocratiques. « Nous devons continuer à être mus par notre croyance fondamentale dans les droits de l'homme et les principes de respect de la procédure régulière et de la primauté du droit ».

Le Vice-Secrétaire général a ajouté que les États ne peuvent pas se permettre de lutter contre le terrorisme de manière isolée ou uniquement par l'entremise d'actions militaires, bien que ces dernières soient parfois nécessaires. Selon lui, une réponse véritablement efficace doit tirer parti des ressources de la communauté internationale dans son entier et examiner tous les aspects du problème, y compris les facteurs de recrutement de nouveaux terroristes.

« Il n'existe aucune norme, ni solution universelle pour lutter contre la menace complexe du terrorisme à l'échelle mondiale », a affirmé M. Eliasson. En revanche, a-t-il ajouté, « il est désormais d'une importance capitale de faire entendre à chaque terroriste et groupe terroriste le message identique des États membres, des Nations Unies et de tous nos partenaires : le monde est uni dans sa dénonciation et son rejet de vos atrocités ».

## Malaisie : l'ONU déçue de la condamnation d'un opposant pour « sodomie »



Le porte-parole du HCR, Rupert Colville. Photo: ONU

**10 février** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a fait part mardi de sa déception face à la condamnation pour « sodomie » d'un dirigeant de l'opposition malaisienne et a émis des doutes quant au respect de l'état de droit dans le pays.

« Nous sommes déçus du jugement rendu aujourd'hui par la Cour fédérale confirmant l'arrêt de la Cour d'appel de mars 2014 qui condamnait Anwar Ibrahim, le chef de l'opposition du pays, à cinq ans de prison pour des accusations de sodomie, un crime qui ne devrait pas exister en vertu du droit international des droits de l'homme », a déploré le porte-parole du HCDH, Rupert Colville, lors d'un point de presse à Genève.

Selon la presse, il s'agit de la deuxième condamnation de M. Ibrahim pour des faits de sodomie – un crime passible de

peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de prison dans ce pays – depuis qu'il est tombé en disgrâce à la fin des années 1990, après avoir exercé la fonction de Vice-premier ministre de ce pays à majorité musulmane.

L'affaire examinée mardi par la Cour fédérale remonte en effet à 2008, année où l'opposition dirigée par M. Anwar avait remporté un succès aux élections législatives malaisiennes, entamant pour la première fois la suprématie de la coalition au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle en Malaisie. Alors poursuivi et condamné une première fois pour sodomie, faits que le leader âgé de 67 ans a toujours contestés, M. Ibrahim avait été relaxé en 2012 par un tribunal. Les autorités malaisiennes avaient ensuite fait appel de cette décision l'an dernier. La Cour d'appel du pays avait alors condamné une nouvelle fois le dirigeant de l'opposition à une peine de cinq ans d'emprisonnement.

« M. Ibrahim a dû faire face à un certain nombre de charges et à des procédures judiciaires interminables depuis son retrait du gouvernement en 1998. Il existe des soupçons selon lesquels cette affaire a été montée de toute pièce pour des raisons politiques et le procès a été entaché par des violations des droits de la défense, soulevant des inquiétudes quant à l'équité de la procédure judiciaire », a déclaré M. Colville.

« Nous sommes très préoccupés par l'utilisation croissante du Sedition Act de façon visiblement arbitraire et sélective contre l'opposition politique, les militants des droits de l'homme, les journalistes, les avocats et les professeurs d'université en Malaisie depuis 2014 », a-t-il conclu.

## **Mozambique : l'ONU se félicite des rencontres entre le Président et le chef de l'opposition**



**10 février** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est félicité des informations faisant état de rencontres entre le Président du Mozambique, Filipe Nyusi, et le chef du parti d'opposition la Renamo, Afonso Dhlakama, qui ont eu lieu dans la capitale Maputo le 7 et le 9 février.

M. Ban « prend note des progrès accomplis dans les négociations et félicite les deux dirigeants pour leur engagement au dialogue », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse. « Il espère que les réunions ouvriront la voie à la résolution pacifique des questions en suspens en ce qui concerne le cadre constitutionnel et le travail de l'Assemblée nationale ».

« Le Secrétaire général réitère l'engagement des Nations Unies à soutenir le Mozambique alors qu'il s'efforce de promouvoir le développement, de solides institutions démocratiques ainsi que la paix durable et la stabilité », a-t-il ajouté.

Selon la presse, la rencontre entre les deux responsables mozambicains a eu lieu pour désamorcer la tension post-électorale. Le parti d'opposition a contesté les résultats des élections législative et présidentielle qui ont eu lieu en octobre 2014 et boycotté l'Assemblée depuis le 12 janvier. Lors de ses rencontres avec le Président, le chef de l'opposition aurait promis la fin du boycott.